

Dans ce contexte, nous croyons qu'un changement d'orientation est possible en Afrique du Sud ainsi que dans les relations de l'Afrique du Sud avec les autres pays. Bien que la chose puisse sembler inquiétante à certains, il est sûrement mieux d'abandonner le conflit et de collaborer avec tous les Sud-Africains que de maintenir la situation actuelle. Si le gouvernement de l'Afrique du Sud continue à agir de façon timide et craintive à chaque étape, et s'il continue à réprimer l'opposition non violente, même les plus modérés pourraient perdre patience et être poussés à la violence. Il vaudrait beaucoup mieux permettre à tous les Sud-Africains de participer pleinement et dès maintenant aux affaires de leur pays. Il vaudrait beaucoup mieux reconstruire les liens avec les autres pays. C'est ce que nous espérons voir.

Étant donné la persistance de la violence imposée par l'apartheid en Afrique du Sud et les attaques répétées menées contre des États voisins, nous devons toutefois faire connaître clairement notre position. Le Canada ne peut tolérer une situation qui entraîne le maintien de la répression en Afrique du Sud, et la conduite de raids illégaux à l'extérieur de ses frontières - contre des pays qui sont nos amis et nos partenaires au sein du Commonwealth. On note au Canada - et ailleurs - une répugnance de plus en plus grande devant les injustices de l'apartheid. Nous ne pouvons accepter que la majorité des Sud-Africains restent privés de leur dignité et de leurs droits fondamentaux, qu'ils soient exclus de la vie sociale, harcelés par la police, arbitrairement détenus, privés de leur citoyenneté, parfois séparés de leur famille et toujours privés d'une véritable participation dans les affaires de leur propre pays.

La situation dure depuis trop longtemps. Depuis bien trop longtemps lorsque l'apartheid doit être défendu à l'extérieur des frontières du pays en violant de façon flagrante la souveraineté et l'intégrité territoriale d'autres pays. Et les souffrances sont trop grandes. Il faut qu'elles cessent.

Voilà ce que m'ont fait savoir énergiquement nombre de Canadiens. C'est ce que j'ai compris des nombreuses lettres dans lesquelles les Canadiens m'ont exprimé leurs vues ainsi que des consultations que nous avons tenues avec des Canadiens intéressés de tous les milieux. On s'accorde à dire que le Canada doit adopter une position ferme et jouer un rôle constructif, même si cela doit entraîner certains coûts.